



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 161 du 18 octobre 2020

## Au sommaire :

- **Notre solidarité contre un crime abject, contre le fanatisme religieux et pour la liberté, c'est dénoncer la démagogie du pouvoir et le fanatisme d'extrême droite** - *Yvan Lemaitre*
- **Le couvre feu contre la population, des milliards pour le capital, incurie de l'État et débâcle capitaliste** *Daniel Minvielle*
- **Nouvelle PAC, productivisme, ravage de l'agrobusiness... ou l'urgence de libérer les travailleurs de la mer et de la terre de la dictature du capital** - *Bruno Bajou*

## **Notre solidarité contre un crime abject, contre le fanatisme religieux et pour la liberté, c'est dénoncer la démagogie du pouvoir et le fanatisme d'extrême droite**

L'ignoble assassinat par décapitation de Samuel Paty, un enseignant prof d'histoire-géographie au collège du Bois d'Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines, a bouleversé, stupéfié et suscité l'effroi et la colère. Dans tout le pays, l'indignation s'est manifestée à travers des rassemblements de solidarité, malheureusement dans une grande confusion « républicaine » et d'union nationale dans laquelle les directions syndicales se sont laissées noyer et qui laisse la place à Castex, Blanquer et autres, même si bien des participants aux rassemblements ne s'y reconnaissaient pas.

La victime avait, le 5 octobre, dans un cours d'EMC, enseignement moral et civique qui a pour but d'éveiller l'esprit critique des élèves, exposé des caricatures de Mahomet. Suite à ce cours une plainte avait été déposée et des menaces de mort avaient circulé sur les réseaux sociaux.

L'auteur de cet acte monstrueux est un jeune d'origine tchétchène. Aveuglé par le fanatisme religieux il aurait revendiqué son acte sur un compte Twitter dans un message s'adressant à « *Macron, le dirigeant des infidèles [...] J'ai exécuté un de tes chiens de l'enfer, qui a osé rabaïsser Mohammad.* »

Notre condamnation de cet acte abject, notre émotion et notre colère, notre solidarité avec sa famille, ses amis et ses collègues, plus largement avec les personnels de l'éducation, notre volonté de manifester ensemble notre

indignation et notre révolte exigent aussi de comprendre comment la société peut engendrer de tels actes monstrueux, à en rechercher les causes, les responsables sans nous laisser aveugler par ceux qui voudraient l'instrumentaliser à leur profit contre l'ensemble des classes populaires.

### **Contre tous les fanatismes, comprendre pour agir collectivement**

Samuel Paty a été assassiné pour avoir voulu enseigner la liberté de pensée et la liberté d'expression. Cette liberté n'a pas de prix même si elle est l'objet de mille entraves et censures. Mais ne pas céder au terrorisme qui voudrait imposer par la violence la loi de l'obscurantisme religieux, le combattre, c'est aussi combattre les politiciens qui en prennent argument pour tenter de nous imposer une union nationale mensongère contre l'ennemi qu'ils désignent à notre vindicte, l'islamisme politique.

Ils voudraient, eux aussi, nous aveugler, subjuguier les consciences, censurer toute liberté de penser pour nous empêcher de nous interroger sur l'origine d'une telle violence barbare, le terreau qui la nourrit, sur la responsabilité des Macron et consorts, ceux qui dirigent ce monde.

Comment fermer les yeux sur le fait que ce que Macron a désigné comme « *attentat terroriste islamiste caractérisé* » trouve ses origines dans les guerres menées contre

les peuples par les grandes puissance depuis les guerres d'Irak et d'Afghanistan, la guerre en Libye ou celle menée par Poutine en Tchétchénie, ou le chaos dans lequel leurs rivalités a plongé le Moyen Orient, les ruines de la Syrie ou la guerre que mène la France au Mali. L'Arabie saoudite n'est-elle pas un des alliés les plus sûrs de ceux qui, aujourd'hui, se drapent dans leur vertu républicaine ? Comment ne pas voir à quel point le sort indigne réservé aux migrants, aux sans papiers, participe de cette même logique barbare de guerre contre les peuples les plus défavorisés et nourrit la haine. Comment ne pas voir à quel point la campagne raciste du pouvoir, relayée avec une odieuse complaisance par la plupart des médias, la propagande contre « *le séparatisme islamiste* » exacerbe les frustrations, pousse à bout les plus déséquilibrés, conduit les tensions au pire. Comment ne pas voir que la misère combinée à l'arrogance, au mépris de classe du pouvoir nourrit le sentiment de rejet, l'humiliation, que la dégradation des services publics dont celui de l'Éducation nationale laisse une large fraction de la jeunesse sur la touche, rejetée.

## **Les surenchères sécuritaires, xénophobes et racistes**

Pour tous les fanatiques, quelle que soit la religion dont ils se revendiquent, chercher à comprendre les racines sociales et politiques d'un tel crime ce serait l'excuser. Et les surenchères sécuritaires, policières se multiplient. Les politiciens s'emparent sans vergogne de ce meurtre pour tenter de faire valoir leur mérite républicain à l'image de Valls qui pontifie : « *Le mal est profond, la guerre pour le vaincre sera longue et difficile* ». Dénonçant un « *niveau de barbarie insoutenable* », Marine Le Pen s'empare : « *L'islamisme nous mène une guerre : c'est par la force que nous devons le chasser de notre pays* ». Son parti, le Rassemblement national, surenchérit : « *Quelles immenses responsabilités, finalement, ont prises tous ceux qui ont favorisé cette immigration incontrôlée et le multiculturalisme. Ces utopies, évidemment, se terminent dans le sang, et de la façon la plus horrible* ».

Les fanatismes prennent argument l'un de l'autre en jouant la politique du pire contre la liberté et la démocratie, contre le monde du travail et ses droits. Ils espèrent ainsi en flattant la peur et l'incompréhension s'emparer des esprits paniqués pour les embrigader dans leur sinistre mascarade politique.

## **Non à la duperie de l'union nationale, contre l'obscurantisme religieux et le racisme, construire notre unité de classe**

Le soir même de ce crime atroce, Macron flanqué de 4 ministres est monté en première ligne : « *Un de nos concitoyens a été assassiné aujourd'hui parce qu'il enseignait, parce qu'il apprenait à des élèves la liberté d'expression, la liberté de croire et de ne pas croire* », pour assurer aux professeurs que « *la nation tout entière sera là à leurs côtés aujourd'hui et demain pour les protéger, les défendre et les aider à faire leur métier, le plus beau qui soit : faire des citoyens libres* ». Macron l'imposteur découvre les mérites des profs ! Quelle hypocrisie, quel cynisme !

Et il appelle les Français à « *faire bloc* » [...] *Ils ne passeront pas. L'obscurantisme et la violence qui l'accompagnent ne gagneront pas. Ils ne nous diviseront pas* ».

Macron voudrait profiter de ce moment de choc qui tétanise les esprits pour rassembler derrière lui au nom de la défense de la république, de la liberté. Ils ne passeront pas dit-il, reprenant le mot d'ordre des antifascistes en Espagne en lutte contre les armées de Franco en 1936. Une nouvelle imposture !

Le terrorisme islamiste est abject mais la démagogie de la droite extrême et de l'extrême droite dont Macron rêve de faire la synthèse l'est aussi.

Son projet de loi « *Laïcité et libertés* », qui doit être présenté au conseil des ministres le 9 décembre, est une attaque contre les libertés, l'occasion de mener campagne contre les musulmans ou celles et ceux qui pourraient l'être, une campagne raciste au nom de la lutte contre le mythe du « *séparatisme islamiste* ».

Cette politique sécuritaire et répressive ne résoudra en rien la folle dérive de l'islamisme politique mais ce n'est pas son but. Elle vise à diviser le monde du travail, à semer le trouble et la confusion dans les consciences et à légitimer une politique sécuritaire contre, en réalité, l'ensemble du monde du travail.

Ne soyons pas dupes. Dans ce monde à la dérive, sans boussole, ne nous laissons pas abuser par les politiciens qui flattent les peurs et les inquiétudes légitimes, pour garder notre propre boussole, notre indépendance de classe, notre solidarité de travailleurs loin des messes républicaines qui flattent le nationalisme et la xénophobie en ouvrant la voie à de possibles aventures d'extrême droite qui menacent nos libertés et nos droits.

*Yvan Lemaitre*

## **Le couvre feu contre la population, des milliards pour le capital, incurie de l'État et débâcle capitaliste**

Une pseudo interview télévisée de Macron était complaisamment mise en scène mercredi 14 par TF1 et France 2. Il y a annoncé des mesures censées faire face à la remontée des cas de contamination qui menace de submerger de nouveau les services de réanimation. Après les restrictions mises en place il y a quelques jours par les

préfets dans certaines grandes villes, un couvre feu entre 21 h et 6 h est désormais imposé dans la région parisienne et 8 métropoles pour une durée de 4 semaines, 6 si le Parlement l'autorise. Le lendemain, c'était au tour de Castex et de quelques ministres de présenter à la presse la mise en musique des annonces du Président... dont Darmanin

qui a expliqué que 12 000 policiers et gendarmes seraient mobilisés pour faire respecter la loi.

Nouveau signe de leur incurie, Macron et son gouvernement accentuent le traitement policier de la crise sanitaire faute d'avoir un minimum pallié les carences profondes du système hospitalier révélées par la première vague de l'épidémie. Faute d'avoir répondu, lors de la mascarade du Ségur, aux revendications que portent les personnels hospitaliers depuis des années sur les immenses besoins de recrutement, les équipements, l'amélioration des conditions de travail, des salaires, etc., comme ils sont venus le rappeler dans la rue jeudi 15.

Ces annonces surviennent alors que le budget 2021 est en discussion à l'Assemblée nationale, un budget en déficit de 6,9 % constitué pour plus d'un tiers du financement du plan de relance 100 milliards de Macron, dont 10 milliards de baisse des impôts de production, 30 milliards censés permettre d'accélérer la transition écologique, 35 milliards pour financer des mesures de « *solidarité et de soutien à l'emploi* »,... sans oublier la ligne budgétaire de l'armée qui augmente de 1,7 milliards d'euros pour atteindre 37,5 milliards, de quoi « soutenir » l'industrie de l'armement par des achats massifs de véhicules blindés et quelques rafales... Mais Lemaire l'a annoncé lors de la conférence de presse, la mise en place du couvre feu, qui touche  $\frac{1}{3}$  de la population française, va fortement impacter divers secteurs économiques et exiger de nouvelles mesures de soutien. Mesures dans le droit fil de celles qui avaient été prises pendant le confinement, prise en charge par l'État du chômage partiel, dérogations de cotisations sociales, garanties de prêt, fonds de soutien, etc., qui seront prolongées « *le temps qu'il faudra* ».

Rien pour les chômeurs, les précaires, sinon une prime exceptionnelle comprise entre 100 et 550 euros selon la composition familiale pour les bénéficiaires du RSA et des APL, mais dont sont exclus des milliers de jeunes de moins de 25 ans dont des étudiants ! Et pas question d'augmenter les minima sociaux : Macron a des « *fondamentaux* », « *la lutte contre la pauvreté par l'activité et le travail* »... Lutte qui passe, c'est bien connu, par les subventions sans limites aux entreprises... pour « *sauver les emplois* » ! Avec le résultat que l'on connaît, explosion du chômage, de la précarité alors qu'à la Bourse le CAC 40 prospère, que les riches sont de plus en plus riches...

Macron a terminé son intervention en disant que malgré les difficultés du moment, ce qu'il trouvait positif, c'est que la situation « *nous apprend à être une nation de citoyens solidaires* » !

La solidarité qu'il prêche, c'est la soumission des opprimés et des exploités à des plans qui, présentés comme la seule façon de combattre le virus, sont destinés à faire face à une autre réalité dont il se garde bien de parler : l'effondrement du système économique qu'il sert. Sa prétendue guerre contre le virus est une guerre sociale contre les travailleurs, pour sauver les profits.

## **L'économie du profit et de la concurrence, le capitalisme, à bout de souffle**

Macron et ses ministres gouvernent en jouant de la peur. Ils instrumentalisent la légitime inquiétude de la population pour engager une politique qui sert les intérêts des capitalistes face à une crise dont ils portent une large responsabilité. Ils désignent le virus comme seul responsable de la situation, nous promettent le retour des « jours heureux » dès que la pandémie sera maîtrisée, pour peu que nous nous soumettions à leur guerre de classe... C'est du baratin pour tenter d'endormir la colère sociale.

Certes, le confinement à partir de mars de plus de la moitié de l'humanité a entraîné en quelques semaines la paralysie de secteurs entiers de l'économie mondiale et débouché sur une situation de crise inédite. Mais si les centaines de milliards engloutis par les Etats et les Banques centrales pour « sauver l'économie » n'ont rien relancé d'autre que les profits d'une infime minorité, si l'économie mondiale s'enfonce dans une récession généralisée dont il est probable qu'elle sera incapable de se relever, c'est bien parce qu'elle présentait déjà avant l'apparition de la pandémie tous les symptômes de la maladie qui la frappe, de sa faillite.

Elle ne s'est pas remise de la crise des années 2007-2008, aboutissement d'une trentaine d'années de guerre de classe, de pillage effréné des ressources humaines et naturelles au seul profit d'une classe parasitaire. Des années d'exubérance pour les profits, nourris par la surexploitation des travailleurs mis en concurrence à l'échelle de la planète, gonflés par la spéculation et une course à l'endettement, emprunter pour investir, qui semblait pouvoir se développer indéfiniment...

Jusqu'à l'effondrement du château de cartes déclenché par la faillite des crédits immobiliers « subprime » aux Etats-Unis. En quelques jours, la crise devenait globale et mondiale, signe du niveau d'intrication des divers secteurs de l'économie à l'échelle planétaire. La mondialisation financière du capitalisme, c'était la mondialisation de ses tares avec en prime la démultiplication de leurs effets destructeurs.

## **Les remèdes aggravent le mal...**

Les États, les banques centrales, le FMI intervenaient alors massivement pour mettre un coup d'arrêt à l'effondrement du système bancaire. Les États y engloutissaient des milliers de milliards... préparant une crise de la dette publique qui se déclenchait en Europe fin 2010 et dont les populations des pays les plus touchés, au premier rang desquels la Grèce, payaient et continuent de payer durement les conséquences. La politique de « QE » (quantitative easing) des Banques centrales – planche à billets à gogo inondant les marchés de la dette de milliers de milliards - s'avérait impuissante à relancer une économie touchée par une baisse chronique de croissance et de productivité. Faute de terrains d'investissements productifs rentables du fait de la baisse de la capacité de consommation résultant de l'offensive anti-ouvrière, ces capitaux s'engouffraient de plus belle dans la spéculation et « l'industrie de la dette ». En 2007, juste avant la crise,



le montant mondial de l'endettement (ménages + entreprises + États + finance) était de 142 000 mille milliards de dollars. Il atteignait 250 000 milliards en novembre 2019. Quant aux capitalisations boursières, elles ont connu une croissance sans commune mesure avec le développement réel des entreprises correspondantes.

« *Dette et risque de krach sont les principaux dangers pour 2019* », écrivait l'AMF (Autorité des marchés financiers) en juillet 2019...

Certains économistes, notamment antilibéraux, présentent ce résultat calamiteux comme la conséquence d'erreurs, de mauvais choix faits dans le traitement de la crise par les responsables politiques et économiques. En réalité, sauf à remettre en cause les fondements même du système économique qu'ils avaient la mission de sauver, les États, les Banques centrales et les institutions financières internationales comme le FMI n'avaient pas d'autres solutions que celles qu'ils ont mises en œuvre même si elles ne pouvaient qu'aggraver la situation. Et ils ne peuvent aujourd'hui que poursuivre la même politique, dans un contexte bien plus grave.

Le confinement, en paralysant l'activité – jusqu'à 30 % de baisse d'activité au cours des premiers mois - a réduit considérablement la circulation des capitaux, entraînant début mars un début de panique boursière. La formule de Macron, « *quoi qu'il en coûte* », résume la politique des Banques centrales et des États : injecter dans les circuits financiers tout l'argent nécessaire à entretenir artificiellement la circulation, sauver la machine à profits, permettre aux spéculateurs de poursuivre leurs jeux boursiers, entretenir leur confiance... Les Banques centrales ont démultiplié leurs mesures de QE et poursuivent leur politique de taux zéro, inondant les marchés d'argent gratuit. Les États sont de nouveau intervenus massivement. En France, plusieurs « plans de soutien » à l'économie se sont succédé, jusqu'au plan « France relance » présenté début septembre, « *une feuille de route pour la refondation économique, sociale et écologique du pays* » selon le gouvernement.

## La relance vers... le krach

Rassurés sur le fait que les Banques centrales et les États feront tout pour éviter les faillites des grandes entreprises, les Bourses ont non seulement échappé au krach qui les menaçait début mars, mais se portent à merveille, en totale contradiction avec la récession qui frappe l'économie. Tombé de 6000 à 3900 points fin février-début mars, le CAC 40 oscille de nouveau, depuis juin, autour de 5000 points. Le montant des actifs financiers (hors biens personnels) du patron de LVMH, Arnaud, vient de passer la barre des 100 milliards d'euros... Celui du patron d'Amazon, Bezos, première fortune mondiale, a augmenté de plus de 30 % depuis le début de la pandémie, pour atteindre 180 milliards de dollars. « *A contre-courant de la crise économique provoquée par le coronavirus, la fortune cumulée des 400 noms figurant sur cette liste annuelle progresse de 240 milliards d'une année à l'autre pour s'établir*

à 3 200 milliards de dollars », commente le magazine *Forbes* dans son palmarès des plus riches du monde...

Cette situation à « contre-courant » n'a rien de paradoxal. Un des buts poursuivis par les États et les Banques centrales, sauver la machine à profit, éviter le krach, a été atteint. Du moins pour l'instant... Car si l'effondrement boursier a pu être évité en mars, la fuite en avant spéculative sans précédent qui se produit en ce moment ne fait que préparer un krach d'autant plus inévitable que la dette des États s'est envolée. En France, elle dépasse actuellement 2 600 milliards d'euros, 114,1% du PIB, 12,7 % de plus qu'au premier trimestre 2020, 49,6 % de plus qu'en 2007. Et les nouvelles mesures que le gouvernement se prépare à prendre ne vont pas arranger les choses... Le commentaire que faisait l'AMF en juillet 2019 est plus que jamais d'actualité.

## La poudre au yeux de la « transition écologique » et de la « numérisation »

« *L'objectif : bâtir la France de 2030* » ; la relance « *donnera naissance à une société du mieux vivre : plus durable, plus solidaire, plus indépendante, conformément aux aspirations des Français* » ; « *La crise est porteuse d'opportunités* »... Autant de formules creuses avec lesquelles le gouvernement voudrait nous vendre son plan de relance !

Première « opportunité » : les apports massifs de capitaux de l'État aux grandes sociétés industrielles pour les « sauver » sont censés leur permettre de mener à bien la transition écologique – financement des recherches sur l'avion zéro carbone, développement de la filière hydrogène, contribution à la création, en partenariat avec l'Allemagne, d'un « *Airbus de la batterie* », etc. Le tout paré selon eux de trois vertus : contribuer à mettre fin à la fuite en avant vers la catastrophe environnementale, donner une perspective de développement à une économie en panne, et créer une multitude d'emplois... Mais le fait que Total a acheté en 2016 le producteur de batteries SAFT pour 1 milliard de dollars histoire de se placer dans la course à l'évolution des marchés énergétiques éclaire la véritable nature de la « transition écologique » en cours, le bluff d'un capitalisme vert tout aussi incapable de mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant vers la catastrophe écologique que de créer des emplois...

Autre « opportunité » : permettre aux entreprises qui ne l'ont pas encore fait de se « numériser », s'équiper en robots et autres processus informatisés. Il y aurait là aussi de grands « *gisements d'emplois* », des gains de productivité en perspective... Mais toutes les études le prouvent, la numérisation de la production s'est avérée incapable de relancer les taux de profit. Elle détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée, elle est un instrument pour accentuer la dépendance des travailleurs à la machine, à l'image de l'esclavage moderne des travailleurs des dites « plateformes » comme Uber et autres Deliveroo ou de ceux qui, dans les entrepôts de logistique, s'épuisent à préparer les commandes sous les ordres et le contrôle de programmes informatiques.

La réalité est que les milliards de l'Etat vont aider Airbus, Thalès, Total, etc., à moderniser leurs équipements de production sans que le coût en revienne aux actionnaires qui pourront continuer à toucher leurs dividendes. C'est nous, contribuables, qui allons financer la modernisation de leur appareil de production afin qu'ils puissent affronter une concurrence internationale d'autant plus rude qu'elle se joue sur un marché mondial en pleine récession. Il n'y a à en attendre aucune relance économique, aucune reprise sur le marché du travail susceptible de mettre un coup d'arrêt au tsunami de licenciements, aucune « *refondation économique, sociale et écologique du pays* ».

## **Pas de fatalité à la marche vers l'effondrement...**

Menace de plus en plus pressante de krach, sentiment de l'impossibilité de s'opposer à la fuite en avant vers la catastrophe environnementale annoncée, vers l'épuisement des ressources, vers une crise économique et sociale majeure, le terrain est propice aux théories catastrophistes, aux idéologies de l'effondrement, aux collapsologues qui, face au danger bien réel d'effondrement de la société, prônent la résignation, le repli sur soi, sur sa petite communauté.

Cette marche vers l'effondrement n'a rien d'une fatalité, elle a des causes sociales, inscrites dans l'organisation même de la société, sa division en classes sociales, les rapports d'exploitation qui la régissent.

La folle concentration de richesses entre quelques mains tandis que les inégalités se creusent comme jamais ont conduit l'économie capitaliste mondiale à un blocage dont elle est incapable de sortir. Pour assurer sa domination de classe et ses profits, l'oligarchie financière et ses larbins politiques font la razzia de toutes les richesses, mènent une guerre permanente et de plus en plus violente contre les salariés et les peuples, accentuent le taux d'exploitation. Les riches semblent faire sécession du reste de la société, comme l'illustre en particulier le décalage entre l'euphorie boursière, entretenue par le flux de milliards des États et la récession qui frappe l'économie, le chômage et la misère qu'elle génère. Après eux le déluge...

Cette situation insupportable ne doit rien à de prétendues lois économiques auxquelles il serait impossible d'échapper. Les lois de l'économie ne relèvent d'aucune fatalité, elles obéissent au rapport de force entre les classes, et ce n'est que tant que la bourgeoisie et ses Etats disposeront d'un rapport de force favorable qu'ils pourront nous imposer leur loi, nous entraîner dans leur effondrement.

## **Prendre nos affaires en main, imposer notre contrôle sur la société**

Les conditions sociales insupportables que subissent travailleurs, femmes, jeunes du monde entier suscitent des vagues de révolte. La mondialisation de la contestation sociale, la soif de droits démocratiques, d'avoir les moyens de vivre dignement, répond à l'aggravation de l'offensive du capitalisme mondialisé. Elle ne peut que s'accroître avec les conséquences de la crise actuelle.

La clé de l'inversion du rapport de force social se trouve dans cette contestation sociale mondialisée. Elle seule, si elle se donne un programme, une coordination pour ses luttes, peut mettre un coup d'arrêt à la mécanique infernale du capitalisme en faillite. Cela implique en finir avec le pillage des richesses sociales par une poignée de parasites, prendre le contrôle de l'économie afin qu'elle remplisse enfin sa fonction première : assurer à l'ensemble de l'humanité ses moyens de subsistance de façon équitable et dans le respect des équilibres écologiques.

Au cours de presque un demi-siècle, la mondialisation de l'économie a mis en place une structuration de la production des biens et services articulée autour d'un peu plus d'une centaine de grandes multinationales. Elles **celles-ci** mettent en œuvre des milliers d'autres entreprises, filiales, sous-traitants – qui peuvent être eux aussi des multinationales –, dans des « chaînes de valeur » qui fédèrent le travail collectif de centaines de milliers de travailleurs et qui en sont par ailleurs le produit. Les perversions bien réelles du fonctionnement de ces chaînes de valeur ne résident pas dans leur existence, pas plus qu'elle ne seraient éliminées par de prétendues « relocalisations » qui n'ont de chance de se produire que si elles répondent aux intérêts immédiats des patrons. Elles viennent de leur soumission aux intérêts des holdings financières qui les dirigent et en accaparent les profits. Mettre fin à leurs perversions, c'est en exproprier les actionnaires, les socialiser sous le contrôle de leurs travailleurs et de la population, à commencer par celles des secteurs clés de l'économie sur lesquels repose la satisfaction des besoins les plus immédiats : santé, industrie pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire...

Les activités économiques ne se résument pas aux réseaux d'entreprises liées aux multinationales. Il existe en France, en plus des petites entreprises agricoles, plus **de** 3,5 millions de travailleurs indépendants, 634 000 petits commerces employant 3,5 millions de personnes, dont 3 millions de salariés, 1,3 millions d'entreprises artisanales (2,9 millions d'emplois dont 2,1 millions de salariés) assurant des services socialement indispensables. Il est prioritaire de leur permettre de survivre à la crise et d'assurer un revenu à tous les travailleurs.

Contrôler l'économie, c'est contrôler la circulation des capitaux. Cela implique l'expropriation des banques privées, leur regroupement dans un monopole public bancaire et de crédit, sous le contrôle de la population. C'est une mesure indispensable pour en finir avec la fuite en avant vers un endettement sans fin, en annulant les dettes en cours, en mettant en place un service de crédit bon marché pour les petits producteurs, fermiers, artisans, petits commerçants. Accompagné de la fermeture des bourses et autres marchés financiers, c'est le seul moyen qui permette d'orienter les investissements, sous le contrôle d'une planification démocratique, vers les productions indispensables à la satisfaction des besoins sociaux.

*Daniel Minvielle*

# **Nouvelle PAC, productivisme, ravage de l'agrobusiness... ou l'urgence de libérer les travailleurs de la mer et de la terre de la dictature du capital**

**A** lors que la pandémie du Covid19 comme la crise sociale et économique n'ont fait qu'aggraver la situation des petits agriculteurs et des marins-pêcheurs, la nouvelle réforme de la PAC (la politique agricole commune) devrait être votée au Parlement européen cette semaine. Cette nouvelle version est dénoncée à juste titre par nombre d'associations ou de syndicats paysans car, selon une représentante de la Plateforme « *Pour une Autre PAC* », « *elle soutient toujours massivement l'industrialisation de l'agriculture* ». Cette « *industrialisation* » dénoncée par les défenseurs d'une agriculture paysanne c'est d'abord et avant tout la conséquence de l'intégration de l'agriculture et de la pêche à la folie de la mondialisation financière capitaliste qui soumet toutes les activités humaines, dont celle fondamentale de « *nourrir l'Humanité* », à la seule logique de la course au profit.

La crise récurrente de l'agriculture et de la pêche révèle toute l'incapacité du capitalisme mondialisé non seulement à garantir une vie décente à tous les travailleurs de la terre et de la mer, mais aussi à fournir une alimentation de qualité à l'ensemble de la population mondiale et même tout simplement à éradiquer la faim alors que le nombre de personnes menacées de famine a doublé depuis le début de la pandémie.

## **La pêche et l'agriculture à l'heure de la mondialisation capitaliste**

En France, comme en Europe, aux Etats-Unis, et finalement partout à travers le monde, la majorité des paysans et des pêcheurs ne sont plus qu'un maillon d'une de ces chaînes de valorisation du capital qui structurent l'économie mondiale... La production agricole dans son ensemble est intégrée à la mondialisation capitaliste et doit se plier à la seule loi du profit maximum imposée par une minorité de multinationales au prix de ravages sociaux comme environnementaux. En amont, il y a les multinationales de la chimie comme Bayer, Monsanto qui fournissent les engrais, des produits de traitement des plantes, des aliments pour le bétail, des semences OGM, d'autres multinationales comme John Deere fournissant les machines agricoles et les banques comme le Crédit Agricole accordant des prêts qui asservissent les producteurs. En aval, il y a ces coopératives agricoles devenues pour certaines de véritables entreprises capitalistes rivalisant de voracité avec les multinationales de l'industrie agroalimentaire comme Lactalis, ou les centrales d'achat de la grande distribution.

Symbole d'une pêche industrielle qui pousse les petits marins pêcheurs à la faillite tout en détruisant les fonds marins, fin septembre a été inauguré à Concarneau, le Scrombus, un chalutier-usine géant propriété de France-Pelagique, une filiale du groupe néerlandais Cornelis Vro-

lijk qui emploie 2 000 salariés dans le monde. Ce bateau devrait ramener jusqu'à 200 tonnes par jour pour alimenter le marché du poisson à bas coût en Afrique, en Asie en ruinant au passage les petits pêcheurs locaux. De même la concession faite par le gouvernement aux producteurs de betteraves de lever l'interdiction sur les néonicotinoïdes malgré le consensus scientifique sur la dangerosité de cet insecticide, relève moins de la défense des agriculteurs que de celle des multinationales agroalimentaires fortes utilisatrices de sucre. Et les manifestants avaient bien raison de dénoncer dimanche dernier à Epennes les « bassines » qui, à l'aide de financement public, ne visent qu'à mettre de l'eau à disposition des grandes exploitations agricoles privées qui détruisent les sols avec des méthodes de culture intensive, au détriment des petits paysans.

Face à ces multinationales qui se livrent à une guerre permanente sur les marchés mondiaux, agriculteurs comme marins pêcheurs, isolés, connaissent le sort de n'importe quel petit ou moyen patron sous-traitant d'une grosse firme. Leur dépendance est totale et ils sont même d'ailleurs souvent liés par contrat à ces multinationales en amont comme en aval... et bien souvent ce sont les mêmes qui achètent leur production et leur vendent les aliments ou les semences. Les agriculteurs ne sont, le plus souvent, plus maîtres de leur propre activité.

Dans le cadre des bouleversements économiques et sociaux entraînés par la mondialisation capitaliste, le monde paysan a connu des transformations qui ont entraîné des différenciations profondes en son sein entre des agriculteurs, plus ou moins gros, sous-traitants des multinationales de l'agroalimentaire, des ouvriers agricoles de plus en plus précarisés, exploités par un ou plusieurs patrons, et une multitude de petits paysans ou marins pêcheurs essayant de résister et survivre, face à une logique économique et sociale qui les broie. Le monde agricole a été tiré de son isolement pour être plongé dans l'arène d'une lutte des classes qui a entraîné son éclatement.

## **Un bouleversement du monde paysan... qui a entraîné une nouvelle lutte des classes dans les campagnes**

En France, le monde paysan d'aujourd'hui n'a plus grand rapport avec celui de l'après-guerre.

A l'époque près du quart de la population active était paysanne. L'agriculture restait peu mécanisée, très en retard par rapport à celle des États-Unis, avec des exploitations agricoles morcelées, pratiquant la polyculture et l'élevage sur de petites surfaces, pour fournir un marché local réduit. En 1945 le pays ne comptait que 57 000 tracteurs, les labours et les transports agricoles se faisant encore majoritairement avec des chevaux. En 1950, les rendements



moyens de blé par hectare, étaient en France de 15 à 16 quintaux à l'hectare, les mêmes qu'en 1850 !

La modernisation de l'agriculture s'est faite d'une manière très volontariste et encadrée par l'État d'abord pour atteindre l'autosuffisance alimentaire en augmentant les rendements à travers une véritable révolution technologique. En plus de l'utilisation de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres engins, les parcelles ont été remembrées pour augmenter la taille des exploitations où la polyculture a été remplacée par la culture intensive de nouvelles variétés sélectionnées pour leur grande productivité avec un usage systématique d'engrais et de pesticides.

Les exploitations se sont agrandies, modernisées et spécialisées, tandis que les agriculteurs se professionnalisent. Ces bouleversements ont entraîné une augmentation spectaculaire des rendements agricoles, bien au-delà de l'autosuffisance et dès lors la production agricole, le « pétrole vert », est devenu un enjeu économique pour l'exportation...

Cette modernisation a entraîné une réduction brutale en quelques décennies du nombre d'exploitations. Si la France de 1955 comptait 2,3 millions d'exploitations agricoles employant 6,2 millions de personnes, ces chiffres n'ont cessé de diminuer. 1,6 million en 1970, 750 000 en l'an 2000 pour atteindre en 2015, 460 000 exploitations employant 885 400 personnes de façon permanente dont 500 000 non-salariées et auxquelles il faut rajouter les emplois saisonniers qui représenteraient 700 000 emplois salariés équivalents temps plein... pour ce qui est officiellement déclaré au régime agricole. Si la population active agricole directe représentait 31 % des actifs en 1945, aujourd'hui, c'est moins de 3 %.

Si le nombre d'exploitations a été divisé par 4 ces cinquante dernières années, dans le même temps, leur taille moyenne a quasiment quadruplé, passant de 15 à 55 hectares. En 2014, 60 % des exploitations avaient une surface de plus de 100 hectares. La moitié de la surface agricole utile est aujourd'hui exploitée... par 10 % des plus grandes exploitations, soit à peine 50 000. Ces exploitations géantes, gérées comme des entreprises capitalistes, n'ont plus grand-chose à voir avec des exploitations familiales.

Le monde paysan d'autrefois a disparu, les agriculteurs d'aujourd'hui sont devenus des entrepreneurs, petits ou grands, confrontés à une concurrence féroce sur un marché mondialisé. La grande majorité d'entre eux s'est lourdement endettée pour suivre les injonctions productivistes, agrandir les exploitations, moderniser les installations. Et nombre d'entre eux se retrouvent pris en étau entre des coûts de production qu'ils ne maîtrisent plus et des prix de ventes imposés toujours au plus bas, une spirale sans fin d'endettement, de misère noire jusqu'à parfois la faillite. Une étude statistique de 2016 indiquait qu'un agriculteur sur trois gagnait moins de 350 euros par mois, avec un taux de suicide dépassant de 20 % la moyenne nationale. Crises après crises le mouvement de concentration se poursuit parmi les agriculteurs.

La politique agricole de l'État français devait permettre d'accéder à la sécurité alimentaire tout en modernisant les exploitations dans l'intérêt des agriculteurs mais elle a surtout consisté à favoriser les plus gros exploitants qui aujourd'hui produisent pour les multinationales de l'agroalimentaire. Cette politique a aussi permis l'émergence et l'enrichissement spectaculaire d'industriels liés au secteur agricole. Ainsi l'entreprise Lactalis de la famille Besnier, petite fromagerie dans les années 30, est devenue la 2<sup>ème</sup> plus grande multinationale de transformation de produits laitiers, après Nestlé et devant Danone. Une multinationale qui en 2018 employait 85 000 salariés répartis dans 266 sites industriels à travers le monde pour un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros obtenus sur le dos de ses salariés comme des petits producteurs de lait à qui elle vient par exemple d'imposer, en juin dernier une nouvelle baisse du prix, en pleine crise. C'est grâce à cela que les trois héritiers Besnier ont pu entrer dans le cercle des milliardaires, huitième fortune française pour Emmanuel Besnier avec 10,5 milliards en 2017, suivi de près par son frère et sa sœur avec 4 milliards d'euros chacun.

## **La PAC, une politique des États, au service des gros exploitants et des multinationales contre les petits paysans**

À partir des années 1960, cette politique de modernisation agricole a été menée dans le cadre de la PAC, la politique agricole commune aux États de l'Union européenne. La PAC visait à accroître la production agricole pour assurer l'autosuffisance alimentaire en stabilisant le marché européen. Elle reposait sur un protectionnisme européen au nom d'une « *préférence communautaire* » et sur une régulation de ce marché ainsi créé entre pays membres.

Cette régulation s'est d'abord appuyée sur une politique de subventions pour soutenir les prix des producteurs. Puis une première réforme de la PAC s'est traduite par de coûteuses mesures de stockage et de retrait des excédents notamment en ce qui concerne la production de lait devenue excédentaire. Cette politique s'accompagnant d'incitations à la réduction ou à l'arrêt des exploitations laitières les moins « performantes ».

À partir des années 80, une nouvelle réforme s'est orientée vers une politique des quotas pour contrer l'effondrement des prix agricoles du lait, du sucre et des céréales, avec dans ce cas une mise en jachère obligatoire d'une partie des surfaces cultivées et des aides directes aux producteurs pour favoriser l'exportation.

Finalement, en 2015 l'Union européenne a mis fin à la politique des quotas ce qui a conduit, entre autres à une augmentation de la production laitière, suivie d'une chute des prix entraînant la faillite de nombreux producteurs.

La répartition du coût de la PAC qui a englouti jusqu'à la moitié du budget de l'Union européenne a toujours été le théâtre d'interminables marchandages entre États, les ministres de l'Agriculture se faisant les VRP de leurs agriculteurs nationaux, du moins des plus gros d'entre eux. L'autosuffisance alimentaire a rapidement fait place

à la course à la productivité pour conquérir les marchés mondiaux en concurrence avec les États-Unis et bientôt les pays émergents... mais aussi entre les États européens eux-mêmes. En France comme dans les autres pays, les gouvernements ont toujours défendu en priorité les intérêts de leurs groupes industriels de l'agroalimentaire liés aux plus gros producteurs et toujours contre les petits paysans avec comme conséquence la disparition de 20 millions d'emplois agricoles en Europe entre 1950 et 2000.

## **Spéculation sur les prix, appropriation des terres, les ravages du capitalisme financier prédateur**

Sur le marché mondial, les agriculteurs n'ont pas plus de prise sur les prix de ce qu'ils doivent acheter en amont que sur ceux de la vente de leur production en aval. Ainsi le cours des céréales, même celles achetées en France, est quasiment fixé à la Bourse du commerce de Chicago... et ces cours résultent moins du niveau annuel des récoltes que de la spéculation sur les marchés à terme.

Comme le reste de l'économie, l'agriculture capitaliste est aujourd'hui soumise au parasitisme de la finance. Car cette agriculture industrielle dégage désormais suffisamment de revenus pour intéresser des investisseurs qui n'ont pas grand-chose à voir avec le monde paysan.

Avant la crise financière de 2008, il n'y avait qu'une poignée de fonds d'investissement qui se tournaient vers le secteur agricole. Mais depuis leur nombre n'a cessé de s'accroître. Selon l'estimation faite ce mois-ci par l'organisation GRAIN, le nombre de fonds axés sur l'agriculture est passé de 7 en 2004 à plus de 300 aujourd'hui. C'est avec la même logique prédatrice que dans l'industrie que ces 300 fonds de capital-investissement prennent le contrôle de terres agricoles, de terminaux céréaliers, d'élevages industriels, d'usines de transformation de la viande, d'où la multiplication des projets d'usines à lait, à œufs, à viande, produisant à bas prix en fonction des exigences des industriels et pour inonder le marché mondial jusque dans les pays pauvres. Quelques multinationales, géants de l'industrie et de la finance, soumettent ainsi toute l'économie réelle jusqu'aux forêts, aux bassins hydrographiques et aux terres agricoles à la seule logique du profit à très court terme, sans aucune considération pour l'utilité sociale de ces activités humaines ou de ces ressources naturelles.

C'est d'ailleurs cette logique financière qui, en entraînant les déforestations comme la multiplication des élevages industriels intensifs, accentue comme jamais les déséquilibres écologiques et est une des causes du déclenchement de la pandémie du Covid-19.

L'agriculture industrielle orientée vers l'exportation n'est pas tant un « *modèle d'agriculture* » que le produit de cette financiarisation de l'économie capitaliste dans une fuite en avant pour alimenter une machine à profit de plus en plus parasitaire.

Le monde paysan n'est pas homogène, les différenciations en son sein se sont même accélérées avec la mondialisation. Les plus gros agriculteurs sont devenus des chefs d'entreprises et le plus souvent raisonnent en tant que tels. Ainsi la FNSEA, le principal syndicat d'agriculteurs est plus un syndicat patronal qu'un syndicat de travailleurs. Décédé en 2017, Xavier Beulin, grand défenseur de l'industrialisation de l'agriculture, était le président de la FNSEA mais surtout un dirigeant du groupe Avril, leader de la filière française de production de biocarburants à partir des oléagineux, au chiffre d'affaire de plus de 7 milliards d'euros en 2013.

Loin de remettre en cause la logique d'un système capitaliste qui a permis leur essor, ces gros producteurs et leur syndicat, en appellent à l'État moins pour défendre l'« *agriculture française* » comme ils le prétendent que pour obtenir des subventions ou des mesures protectionnistes pour faire face à la concurrence des marchés mondiaux. Le discours sous-jacent de la FNSEA est qu'il faut s'adapter à la mondialisation capitaliste dans une fuite en avant productiviste. Pour rester compétitif, il faudrait baisser les normes sociales contre les ouvriers agricoles, baisser les prix contre les petits producteurs, et rabaisser les normes sanitaires contre l'environnement ou la santé. C'est avec de tels arguments, sur l'emploi, sur la nécessité de rester compétitif que les producteurs de betteraves qui travaillent pour l'industrie agroalimentaire du sucre ont obtenu du gouvernement la levée de l'interdiction des néonicotinoïdes pourtant reconnus dangereux pour la santé et l'environnement !

## **De la lutte des petits paysans à... l'illusion d'un retour à une petite production échappant à la mondialisation**

Face aux ravages sociaux et environnementaux provoqués par cette agriculture et cette pêche industrielle, de multiples résistances et luttes de petits paysans et de marins pêcheurs se développent à travers le monde. Car si le nombre de paysans s'est effondré dans les pays développés, il reste important dans les pays du Sud où se concentre la majorité des petits producteurs. Ainsi l'emploi agricole représente 16,5 % de la population au Brésil et 21,5 % au Mexique et jusqu'à 60% en Inde ou en Afrique. En 2007 la FAO (Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture) estimait qu'à l'échelle mondiale, c'est 1,3 milliard de personnes qui sont employées dans l'agriculture, dont 97 % dans les pays en développement.

Partout à travers le monde ces travailleurs de la terre et de la mer ont subi les ravages entraînés par la mondialisation capitaliste. L'agriculture même des pays en développement a été intégrée au marché mondial, soumise à la loi du profit. La plupart des productions locales vivrières ont été abandonnées pour des productions industrielles prise en main par de grands propriétaires et uniquement destinées à l'exportation. Et les petits producteurs subissent aussi la concurrence des produits de l'industrie agroalimentaire des pays riches y compris pour les produits ali-



mentaires de base sur les marchés locaux. Ces petits paysans et marins pêcheurs ont vu leur situation se dégrader, ils ont été précarisés, obligés pour survivre de cumuler et combiner plusieurs emplois : celui de travailleur avec ou sans terre, de petit paysan, de petit pêcheur artisanal, d'ouvrier agricole ou d'usine, de petit commerçant, etc.

C'est de cette révolte contre les ravages sociaux et environnementaux de la mondialisation que sont nés de puissants mouvements paysans et que se sont développés des organisations internationales comme *Via Campesina*.

Cette situation de crise permanente, insupportable, alimente l'idée qu'un retour à une production locale pour un marché local permettrait de rompre avec la folie d'une agriculture productiviste, en étant à la fois plus respectueuse de l'environnement et la solution pour garantir un revenu agricole aux paysans. C'est finalement l'espoir que la petite production paysanne pourrait échapper à la logique capitaliste et représenterait ainsi une alternative au « *modèle productiviste* » dominant. Ces conceptions trouvent aussi un écho dans les pays développés en relation avec la prise de conscience des enjeux de la crise écologique.

Ainsi en France, la Confédération paysanne ou la Coordination rurale défendent l'idée d'une « *exception agricole* » permettant d'échapper à la logique de la mondialisation et à sa mise en concurrence mortifère. Ils défendent un « *protectionnisme intelligent* » préservant les prix agricoles du marché, en maîtrisant les volumes pour sécuriser le revenu des producteurs à l'échelle européenne. Il suffirait selon eux de brider ainsi les excès du libéralisme en imposant un cadre de protections sociales et environnementales permettant un renouveau d'une agriculture paysanne présentée comme un modèle à préserver de la concurrence des importations.

Cette défense de l'agriculture paysanne repose sur une réelle renaissance d'un tissu de petites exploitations aux méthodes alternatives à l'agriculture intensive. Une agriculture qui privilégie la vente directe, les circuits courts et les réseaux de commercialisation indépendants de la grande distribution comme les marchés paysans ou les Amap. Mais il s'agit en réalité d'un marché « *de niche* » destiné à des consommateurs qui ont la capacité de payer plus cher des produits de qualité. Ainsi les 2000 Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) à travers lesquelles des petits producteurs vendent directement leur production saisonnière ne s'adressent guère qu'à leurs 250 000 adhérents... De fait ces circuits courts ne peuvent satisfaire qu'un nombre réduit de consommateurs et restent inaccessibles à la majorité de la population alors que 70 % de la production alimentaire transitent toujours par la grande distribution.

Bien sûr on ne peut qu'être solidaire de cette résistance des petits producteurs et notamment de leur volonté de rester maîtres de leur activité, de pouvoir décider eux-mêmes de comment cultiver, pêcher, élever sans subir la dictature de la course à la productivité, mais cette défense de l'agriculture paysanne reste le plus souvent prison-

nière de l'illusion en la possibilité de réguler le capitalisme par l'intervention des États... alors que justement les États n'ont fait qu'accompagner l'essor d'une agriculture industrielle au service des multinationales.

## **Rompre avec le productivisme agricole, en finir avec la domination des multinationales**

Aucune mesure protectionniste ne permettra, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, de s'opposer aux grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution. Une agriculture moderne capable de nourrir l'ensemble de l'humanité dans le respect de l'environnement ne pourra se développer qu'en rupture avec la logique capitaliste.

En amont ou en aval de leurs productions, les agriculteurs sont victimes des mêmes exploiters que les salariés qui travaillent dans ces multinationales, ils sont confrontés à la même logique sociale, la même logique de classe, celle de cette minorité, de ces 1 % qui dominent, parasitent et organisent toute l'activité économique dans la seule logique de l'accumulation du Capital.

Ce n'est pas du côté de l'État que les travailleurs de la terre comme de la mer peuvent espérer trouver des appuis et des alliés mais bien plutôt du côté des salariés qui travaillent dans ces multinationales comme de l'ensemble des salariés qui consomment leurs produits. C'est bien l'ensemble des salariés qui ont des intérêts communs pour en finir avec le parasitisme de l'agrobusiness et pouvoir réellement accéder à une alimentation de qualité.

La question n'est pas tant d'espérer échapper ou d'exister en marge des multinationales de la grande distribution et de l'agroalimentaire, que d'en prendre le contrôle et de les mettre au service d'une agriculture dont l'objectif soit réellement de nourrir quotidiennement l'ensemble de la population.

Les intérêts des paysans et des pêcheurs rejoignent ceux des salariés, de l'immense majorité de la population dans la nécessité d'exproprier ces multinationales, d'en prendre le contrôle pour en réorganiser toute l'activité dans l'intérêt général pour les mettre au service de la satisfaction des besoins de tous et non des profits d'une minorité. Ce n'est qu'ainsi que les puissants outils de recensement, de logistique, de gestion et de production que les multinationales utilisent aujourd'hui dans leur course aux profits pourront être mis au service du développement d'une agriculture moderne et rationnelle, basée sur les connaissances et les progrès accumulés, capable de respecter les travailleurs tout en ayant le souci des animaux d'élevage et de la santé des consommateurs.

Ce n'est que libérés du parasitisme de l'agrobusiness que les travailleurs de la terre et de la mer pourront décider en lien avec les salariés de tous les secteurs industriels concernés, de la meilleure façon d'organiser l'agriculture pour répondre aux besoins alimentaires de l'ensemble de l'humanité, en intégrant la nécessaire préservation de notre environnement.